

Assises du Groupement Interacadémique pour le Développement, 22 octobre 2012.

Intervention de Michèle Gendreau-Massaloux

Mesdames et Messieurs les Académiciens, chers collègues, Mesdames, Messieurs,

Les cultures, je n'ai jamais douté de votre volonté d'en faire un élément essentiel de vos réflexions et de vos propositions.

Dès le début de votre grande entreprise, vous avez décidé de penser et d'agir en réseau, c'est-à-dire dans une forme qui porte non l'imposition d'un point de vue, la marque d'un rapport au réel prisonnier d'une région ou d'un pays, mais l'union de plusieurs voix, dans plusieurs lieux, avec un partage des responsabilités, entre académiciens du nord, du sud et de l'est de notre mer commune. La conception même de chaque conférence PARMENIDES illustre votre regard attentif, non seulement à toutes les composantes scientifiques et culturelles des pays méditerranéens, mais aussi à chacune des marques de son patrimoine et de sa vigueur créative, dans le pluralisme qui en est constitutif.

La seconde des raisons qui m'a convaincue de votre volonté d'inscrire les langues et les cultures dans le paysage de vos travaux me permet d'entrer dans le sujet qui vous retiendra cet après-midi et de l'aborder dans sa complexité. Vous travaillez à rendre la science utile au développement humain, c'est-à-dire aux sociétés, et la relation entre science et décision politique me semble passer par le rôle que tant les scientifiques que les politiques peuvent, doivent jouer et jouent, de fait, dans les évolutions des sociétés. Les sociétés sont-elles suffisamment et partout attachées aux savoirs, à la recherche scientifique, aux progrès de la connaissance ? Apportent-ils un soutien suffisant aux apprentis chercheurs ? Les scientifiques pourront d'autant plus compter sur les politiques, me semble-t-il, qu'ils auront réussi à faire entendre leur voix auprès des peuples. Leur voix, ce n'est pas seulement celle des grandes figures, même si la distinction des meilleurs est utile et si elle popularise la science : je suis sûre qu'en France la physique quantique fait l'objet d'une curiosité plus grande depuis le Nobel de Serge Laroche. Quel est le degré de connaissance et de reconnaissance du travail quotidien, lié aux technologies et à toutes les disciplines, qui apporte des solutions aux problèmes sociaux, de santé, d'amélioration des conditions de vie ? Pour peser sur les décideurs politiques, les chercheurs ont besoin d'être reconnus dans leur utilité sociale, et réciproquement les sociétés, les sociétés dites développées tout autant que les sociétés en développement, ont besoin des chercheurs, et construisent d'autant mieux leur avenir qu'elles les placent sur le devant de la scène publique.

Or les sociétés vivent en langues, et portent les marques, plus ou moins apparentes, de leur histoire de longue durée. Comment la science peut-elle et doit elle user de ces atouts ?

Babel, que certains prennent pour une malédiction, ne l'est ni dans certaines exégèses du texte biblique, ni dans ma pensée, qui se veut philosophique, des avantages du pluriel sur l'unique. Dualité des sexes, pluralisme des cultures, des langues, des religions me semblent, tout bien considéré, ressortir d'un principe général du vivant qui rapporte souvent l'unique à l'inertie mortifère et le pluriel au mouvement, à l'hybridation, à la vie même. Il en va ainsi des langues : non seulement elles

sont nombreuses, vouées au mouvement perpétuel, certaines disparaissant tandis que d'autres naissent et s'affirment, avec des statuts différents et des degrés de pénétration sociale inégaux, et c'est précisément ce qui les rend vivantes.

Après Abram de Swan et Louis-Jean Calvet, les sociologues des langues les regardent même comme interdépendantes et constituant une sorte de système gravitationnel, avec ses étoiles, ses planètes, son soleil. A chaque âge du monde la position respective des langues, leur capacité d'usage et leur distribution se modifient. Ainsi les langues de la plupart des pays riverains de la Méditerranée sont-elles aujourd'hui réputées être des langues super-centrales, parce que leur histoire, leur rôle dans la construction des États, leur capacité interne d'invention, en font des langues parlées par des populations importantes, réparties dans plusieurs pays. Une de ces langues, l'arabe, connaît un double processus intéressant : d'une part, les médias, anciens et nouveaux, créent entre locuteurs de différents pays un arabe moyen, qui tend à unifier les différences, mais d'autre part, comme dans le cas du latin à la Renaissance, des arabes vernaculaires se développent, propres à chaque pays, et nombreux sont les mouvements qui revendiquent que ces langues du peuple deviennent langues d'apprentissage et langues officielles, utilisées par les administrations.

Le cas particulier de la Méditerranée veut que l'anglais, qui aujourd'hui n'est pas langue super-centrale mais hyper-centrale, c'est-à-dire comparable au soleil dans le système gravitationnel qui sert de modèle aux linguistes, n'est la langue principale d'aucun des pays riverains de la Méditerranée. Il faut plutôt, me semble-t-il, s'en réjouir : le « soleil » des langues est aussi, quel qu'il soit, - et ce fut, à un moment du passé, le français, ce qui donne aux habitants de l'hexagone, sur cette question, une sensibilité très particulière – l'équivalent d'un « trou noir » : en apportant des facilités de communication mondiale et des avantages évidents, y compris sur le plan scientifique, il aspire les langues qui sont, sur le même territoire, en compétition avec lui quant à leur statut et à leur diffusion. Les plaintes du Québec quant à l'amenuisement de la place du français au Canada, véhémentes et qui font parfois reproche à la France de son désintérêt pour cette question, s'expliquent ainsi par le fait que les habitants de ce grand pays, même dans la « belle province », trouvent avantage, en termes de rentabilité de l'investissement, à se contenter de l'anglais, langue de l'école, des administrations et des entreprises.

Les langues nationales des pays méditerranéens ne sont pas menacées de même façon, mais elles doivent, pour tenir compte de la donne mondiale et développer les capacités de toutes leurs langues majeures, être à la fois fidèles à leur histoire et soucieuses de leur avenir, c'est-à-dire jouer la carte, exigeante, du multilinguisme.

Plusieurs conséquences, qui régissent nombre de projets communs aux pays de la région, doivent être tirées de ces prémisses. D'abord en termes d'éducation à la science, en plusieurs langues, et fidèle aux politiques linguistiques de chaque pays, elles-mêmes souvent plurilingues. D'autre part, qui dit plurilinguisme et volonté d'intercompréhension dit aussi traduction. Le constat, de ce point de vue, est préoccupant, pour des raisons que l'histoire explique, comme le montrent les remarquables travaux d'Antoine Berman, disparu en 1991, mais dont les analyses éclairent le panorama le plus contemporain.

Il fut un temps où les pays méditerranéens montraient la voie en matière de traduction : c'était le rôle, à Bagdad, de la « maison de la Sagesse », Bayt al-Hikma, bibliothèque personnelle du calife abbasside Haroun ar-Rachid ouverte aux savants en 832, sous le règne d'Al-Mamun, ou du Dar al-Hikma du Caire, fondé en 1004 par le sixième calife fatimide Al-Hakim bi-Amr Allah . C'est encore, depuis le XIIIème siècle, l'école des traducteurs de Tolède, et tous les échanges de savoirs qui en sont issus.

Mais le paysage a changé, en particulier depuis le XIXème siècle, et les recherches récentes entreprises sur ce sujet, décisif quant à l'avenir des relations entre pays riverains, font apparaître un déficit quantitatif et qualitatif général de traduction, et une inégalité flagrante entre les rives, qui témoignent d'un manque de curiosité, voire d'une ignorance mutuelle. Là où nombre de colloques se réfugient derrière l'agréable lieu commun du « dialogue des cultures », on n'aperçoit souvent, il faut le dire, que le dialogue des ignorances...

Aussi un des trois projets dont je vais dire quelques mots, *Traduire en Méditerranée, état des lieux de la traduction dans la région euro-méditerranéenne*, affronte-t-il la double réalité des logiques de centralité et de périphéries qui structurent les échanges dans la région et les hégémonies culturelles qui y prévalent. Il montre également que l'existant est souvent décevant, d'abord parce que les traducteurs de qualité entre les langues concernées font parfois cruellement défaut, ensuite parce que leur statut et leurs droits ne sont pas assez reconnus et que leur rémunération est insuffisante, enfin parce que les pratiques des éditeurs et des programmes de soutien à la traduction laissent elles-mêmes souvent à désirer. Quant au livre traduit, force est de constater qu'il suscite peu d'intérêt de la part des critiques, des médias, et souvent des lecteurs, et qu'il trouve difficilement sa place en librairie ou dans les bibliothèques.

Cet état des lieux, que conduisent, avec Ghislaine Glasson-Deschaumes, l'Association *Transeuropéennes* et une équipe internationale réunie pour ce projet, soutenue par la Fondation Anna Lindh, apporte des données particulièrement significatives. Cinquante-quatre études ont été lancées à ce jour ; elles couvrent les priorités linguistiques décidées en juin 2009 par le groupe de suivi « Traduire en Méditerranée ». Les langues concernées sont, pour l'année 2010, l'allemand, l'anglais, l'arabe, l'espagnol, le français, l'italien, le turc, et 11 langues d'Europe centrale et orientale et, pour 2011, les langues scandinaves, le grec, l'hébreu, le néerlandais, le portugais. Les études portent sur l'ensemble de la chaîne du livre et de la traduction. Elles obéissent toutes à un même cahier des charges et sont complétées par des études thématiques concernant la littérature, les sciences humaines et sociales, la littérature de jeunesse, le statut des traducteurs, le rôle des éditeurs et des libraires, pour 2010 ; le théâtre, les bibliothèques et la traduction, en 2011. La traduction des sciences humaines et sociales et du débat d'idées dans l'espace euro-méditerranéen apparaît, selon les études conduites dans ce cadre, comme une question largement sous-estimée, voire impensée, tant de la part des institutions de recherche et des pouvoirs publics que des chercheurs eux-mêmes. Elle est souvent rapportée à la seule nécessité, tout à fait réelle au demeurant, de publier en anglais pour garantir une présence dans les référencements internationaux. Et les inégalités sont flagrantes : dans la plupart des pays de l'Union Européenne, la part du livre traduit de l'arabe est le plus souvent de moins de 1 pour 100, parfois de 1 pour 1000. L'arabe comme langue source représente 0, 64% des œuvres traduites en français entre 1985 et 2000, 0, 23% en Espagne entre 1995 et 2010, 0, 11 % des œuvres traduites entre 1997 et 2008 en Italie

A partir de ce constat, les partenaires de *Traduire en Méditerranée* ont décidé de constituer une Plateforme coopérative, dont les objectifs sont

- de constituer un lieu indépendant permanent de consultation, de débat, de coopération et de délibération sur les chantiers de traduction à mener dans le domaine des sciences humaines et sociales, au niveau euro-méditerranéen ;
- d'encourager de ce fait la coproduction de savoirs en valorisant les recherches en cours dans différentes langues sur une même question, ainsi que la coédition ;
- de proposer aux éditeurs et aux organismes de soutien à la traduction des programmes cohérents de traduction organisés autour de champs de savoir et de problématiques contemporaines pour lesquels des besoins spécifiques de traduction auront été identifiés.

Sur des problématiques-clés dont l'urgence a été relevée, ils élaborent un chantier de traduction incluant tous les horizons et toutes les langues de la région euro-méditerranéenne, et ils organisent, sur chacune des problématiques jugée prioritaire, un séminaire itinérant dont l'objectif principal est de définir collectivement un corpus de textes à traduire (textes fondamentaux, textes de commentaire ou textes introductifs, etc.), et les modalités de traduction qui lui conviennent. Ils identifient lors de cette première étape les principaux problèmes de traduction posés par les textes et la thématique choisis. Enfin, ils proposent des mécanismes d'accompagnement de ce chantier de traduction : formation des traducteurs à la thématique, ateliers de traduction, projets de coédition, projets de valorisation des textes traduits.

Le second chantier, qui me semble vous concerner parce qu'il est aussi lié à une approche scientifique des questions de langues et de cultures méditerranéennes, a trait à l'histoire des peuples riverains. Dans les différents pays du pourtour méditerranéen, l'apprentissage de l'histoire se fait selon des représentations qui concourent à la création d'une conscience citoyenne. L'accent est mis le plus souvent sur les éléments qui ont conduit à la fondation et au développement d'Etats indépendants des puissances coloniales. Légitime en tant qu'elle concourt à l'intégration des jeunes dans leur cadre national, cette visée ne met pas sur le même pied tous les événements de l'histoire, qui partout comporte ses phases glorieuses et ses pages sombres. Amener les peuples de la Méditerranée à se connaître sans parti pris passe par l'édification, difficile à n'en pas douter, de lectures partagées des pages d'histoire ayant mis en présence, ou en conflit, deux ou plusieurs nations.

Un groupe courageux d'historiens et de didacticiens de l'histoire, issus des différents pays du pourtour méditerranéen, a présenté à Marseille les 4 et 5 novembre 2008, dans le cadre des Etats Généraux culturels méditerranéens réunis par la Présidence française de l'Union européenne, un projet de manuel commun à l'usage des enseignants, aujourd'hui soutenu par Marseille-Provence capitale de la culture 2013. Il offre les moyens pédagogiques d'un rapprochement des mémoires et d'un changement des regards portés sur l'histoire. Là encore, le projet se conçoit comme lié aux mutations sociales en cours et à la science comme porteuse de distanciation et d'équanimité. Sur chacun des événements décrits et analysés, un travail en binôme Nord/ Sud permet de croiser les approches de recherche et d'enseignement et d'inscrire l'ouvrage dans le prolongement de chaque programme scolaire national. Plutôt que de s'adresser directement aux élèves, ce matériel didactique s'adresse aux professeurs et formateurs de professeurs de l'enseignement secondaire. Il sera édité en 2013, après avoir reçu, ce qui n'est pas toujours acquis, la validation des ministres concernés, par les institutions nationales en charge des manuels scolaires, en France par exemple le CRDP d'Aix-Marseille, et dans les langues nationales de chaque pays.

Le troisième chantier, et non des moindres, n'est pas encore un projet, mais une initiative qui concerne au premier chef le GID parce qu'elle a été engagée par Maurizio Brunori, le Président d'EMAN, le réseau méditerranéen d'Académies dont le GID a constitué la matrice. Il s'agit d'un

programme de travail sur l'archéologie méditerranéenne, dont la première étape vient de se dérouler à l'*Accademia dei Lincei* à Rome. Autour de conférenciers venus des pays riverains se réunissaient il y a quinze jours de jeunes professionnels du monde des musées, de l'université, doctorants ou post-doctorants, et des milieux professionnels de la culture et de la conservation du patrimoine. Au programme, un approfondissement sur le terrain des méthodes et des moyens modernes de recherche archéologique, mais aussi la vigoureuse affirmation du droit et du devoir de chaque peuple concernant la découverte et la protection des traces de son passé. Plutôt que d'énoncer des généralités je souhaite à ce propos commenter l'intervention, remarquable, de Mounir Bouchenaki, grand archéologue algérien, aujourd'hui conseiller de Madame Bokova à l'UNESCO. Jeune, il s'était proposé de travailler à la datation d'un impressionnant tumulus, entre Cherchel et Alger, et le Président de la République algérienne de l'époque, avec lequel il entretenait des relations de confiance, avait tenté de l'en dissuader : la priorité, à l'heure où l'Algérie découvrait son indépendance, était-elle de fouiller un monument en forme de coupole et dont l'intérieur était orné de quatre croix ? Il est vrai que Cervantès parle à son sujet de « *pequeño promontorio o cabo que de los moros es llamado el de la Cava Rumía* », et que le monument était connu et appelé, au XXème siècle, « *la tumba de la cristiana* »... Notre archéologue tint bon, démontra qu'il s'agissait d'un mausolée mauritanien, à la gloire du roi Juba II et de son épouse la fille de Marc-Antoine et de Cléopâtre, et que les autorités garantes du patrimoine algérien devaient reconnaître ce tumulus comme un monument exceptionnel, digne d'être protégé, mis en valeur et visité. Ce geste, exemplaire, illustre un engagement en faveur de la connaissance de tout ce qui a forgé chacune des cultures, faites de nombreuses strates, des pays méditerranéens. Affirmer que toute trace du passé a du prix, que toutes méritent d'être étudiées et valorisées, voilà qui apparaît aujourd'hui comme un impératif catégorique, alors que les dégradations, tantôt fruit de la cupidité, tantôt de l'obscurantisme, se multiplient. L'UNESCO s'engage, mais l'UNESCO est lié à des Etats, et peut-être la voix des scientifiques, sur ce sujet comme sur d'autres, a-t-elle une autre force...

Le travail du GID, et le nombre de consultations du site qui en donne les résultats, encouragent à penser qu'une suite attend ces initiatives et ces projets. Pour moi, il y va du visage même du monde de demain.

Michèle Gendreau-Massaloux